



# EN 2010, UNE FRANCE ENCORE CONVALESCENTE

Pas de miracle à attendre sur le front de l'emploi, de l'immobilier ou des impôts : la crise fera toujours sentir ses effets. Pour les Français, la sortie de récession s'annonce délicate.



LAURENT CERINDREA

## Les agents de Pôle emploi

s'attendent à une année 2010 difficile : la faiblesse de l'activité entraînera la poursuite des licenciements.

d'ajustement a été immédiat », explique Eric Heyer, économiste à l'OFCE. Les entreprises se sont instantanément séparées de leurs intérimaires et n'ont pas renouvelé les contrats à durée déterminée. Une main-d'œuvre qui pèse : les deux tiers des contrats de travail signés aujourd'hui en France sont d'une durée inférieure à un mois. « Sauf que, dans bon nombre d'entreprises françaises, la productivité du travail est encore beaucoup trop basse, ce qui se traduit par des coûts salariaux unitaires élevés et par une compétitivité dégradée », poursuit Eric Heyer. Les dégraissages vont donc se poursuivre. D'autant que l'horizon reste bouché. « La plupart de nos clients industriels raisonnent à la quinzaine, voire à la semaine, alors qu'ils planifiaient leur volume d'activité au trimestre avant la crise », remarque Damien Grandpré, directeur de la région grand Ouest de Manpower. Avec quelque 200 000 demandeurs d'emploi en plus l'an prochain, le taux de chômage se hisserait à un peu plus de 11,5 % à la fin 2010. Un niveau record.

## CHÔMAGE

### La poursuite de l'hémorragie

Jacques Robineau se serait bien passé d'un tel baptême du feu. Depuis qu'il a pris ses fonctions de directeur territorial de Pôle emploi dans la Vienne, en janvier 2009, cet ancien de l'Unédic a vu bondir le nombre de demandeurs d'emploi de 35 % dans la région de Châtelleraut, dont il a la charge. Avec une envolée de près de 80 % pour les plus de 50 ans. Résultat : des bureaux de Pôle emploi totalement débordés, avec des conseillers sommés de s'occuper de près de 100 chômeurs chacun. « Impossible, dans ces conditions, de faire le moindre

## 200 000

C'est la hausse du nombre de demandeurs d'emploi attendue en 2010

accompagnement sérieux », déplore-t-il. Jacques Robineau entend bien parler d'embellie pour 2010, mais il peine à y croire au vu des suppressions de postes annoncées à Aubade, Valeo et Fenwick, des poids lourds dans la région. De fait, la vague de réductions d'effectifs, notamment dans l'industrie, n'est pas terminée. Sur le papier, les entreprises françaises ont pourtant très vite réduit la voilure. « Historiquement, l'emploi réagit avec un retard de un à deux trimestres au plongeon de l'activité. Là, le délai

## IMMOBILIER

### Un marché léthargique

Paul n'a rien d'un grand spéculateur. Pourtant, il affiche le sourire satisfait de

## LES DERNIÈRES ESTIMATIONS DU CENTRE DE PRÉVISION DE L'EXPANSION

CROISSANCE EN VOLUME ET EN %	2008	2009	2010
PIB	0,3	-2,3	<b>0,7</b>
Importations	0,6	-9,7	<b>1,2</b>
Exportations	-0,6	-11,0	<b>1,5</b>
Consommation des ménages	0,9	0,6	<b>0,8</b>
Investissements des entreprises	2,4	-7,0	<b>-4,2</b>
Inflation (en fin d'année en %)	1	0,2	<b>1</b>

**Des exportations** plombées par l'euro fort, des investissements en berne, une faible consommation : 2010 ne s'annonce pas comme une grande année de reprise.

Sur le papier, l'économie française est sortie de la récession. Dans les faits, la croissance sera tout juste positive l'année prochaine (autour de 0,7 %) et profitera peu de l'accélération de l'activité dans les pays émergents. La compétitivité des entreprises françaises est dégradée, et l'euro fort lamine les parts de marché. La demande

intérieure sera elle aussi peu dynamique. Les mesures de soutien à la consommation (baisse de l'impôt pour les ménages à bas revenus, prime à la casse dans l'automobile) vont progressivement s'effacer, et les gains de pouvoir d'achat resteront maigres (proches de 0,5 % seulement) en raison de la montée du chômage.

Dernier moteur de la croissance, l'investissement restera au point mort. La nécessité de restaurer les bilans, conjuguée à la raréfaction des crédits bancaires, poussera les patrons à réduire au minimum leurs dépenses d'équipement.



**L'investissement dans le neuf** devrait être moins attrayant avec la limitation progressive des déductions fiscales.

ceux qui ont réalisé une bonne affaire. Cet été, ce quinquagénaire niçois a acheté au centre-ville de la métropole azurée un appartement neuf de 50 mètres carrés avec terrasse et parking pour 262 000 euros. Compte tenu des économies d'impôts engendrées par la loi Scellier et des loyers attendus, son effort d'épargne pour acheter ce logement se monte à...

**-5%**

C'est la baisse des prix dans l'ancien en 2010

174 euros par mois seulement au cours des neuf prochaines années. Comme Paul, des milliers de Français, échaudés par le yo-yo de la Bourse, ont profité de la carotte fiscale des baisses d'impôts pour placer leurs économies dans l'immobilier. Résultat : les ventes de logements neufs ont bondi de 24 % sur les neuf premiers mois de l'année, les investisseurs représentant près de 70 % des acheteurs. Une résistance de la demande qui a nettement limité les baisses de prix. Dans l'ancien, c'est la diminution des taux d'emprunt qui a permis d'amortir la crise. « La solvabilité immobilière des Français a progressé de 11 % cette année », reconnaît Mathilde Lemoine, chef économiste de HSBC à Paris. Mais le marché est grippé. « Les vendeurs, et notamment ceux qui doivent céder un bien pour en acheter un autre, n'ont pas encore accepté

l'idée de revoir leurs prétentions à la baisse. Le pouvoir de négociation est désormais du côté de l'acheteur », remarquent Patrick-Michel Khider et Bernard de Cremiers, les deux cofondateurs de Laforêt Immobilier. Pour que le marché se dégèle, les vendeurs devront tôt ou tard s'aligner, pour ne pas garder indéfiniment leurs biens sur les bras. Dans le neuf, l'avenir s'annonce plus compliqué car les réductions d'impôts vont progressivement être limitées aux seuls logements à basse consommation, en clair les « logements verts ». Or ils représentent moins de 5 % du stock de logements neufs à vendre.

« Sans ce cadeau fiscal, l'investissement immobilier sera moins attrayant », reconnaît Christine Vassal, du cabinet de conseil en gestion de patrimoine [Thésaurus]. Dans certaines villes, comme à Montpellier, où les investisseurs représentent 83 % des transactions, les promoteurs ont sans doute mangé leur pain blanc, et la rechute du marché pourrait être sévère.



**Placement sûr** et facilement monnayable, l'or a retrouvé de l'intérêt.

### ÉPARGNE Priorité à la sécurité

Pour certains, la crise a du bon. C'est le cas de CPoRDevises, le premier intervenant français sur le marché de l'or physique. En l'espace d'un an, 700 000



napoléons et 25 000 lingots ont été échangés, un montant nettement supérieur aux années précédentes. « Les Français reviennent vers l'or, car ils

**104 milliards d'euros**

C'est le montant des nouveaux placements financiers en 2010

son à la recherche d'un placement sûr et facilement monnayable, alors qu'ils craignent un retour de l'inflation à moyen terme », décrypte François de Lassus, un responsable de CPoRDevises. Cet engouement récent témoigne aussi de la volonté des ménages de regarnir leurs bas de laine. Cette année, leur taux d'épargne s'est hissé à 16,3 % du revenu disponible, presque son plus haut niveau depuis vingt ans. Un trésor de guerre d'un peu plus de 3 000 milliards d'euros auquel les ménages pourraient encore ajouter un peu plus de 100 milliards en 2010. Dans un contexte de pouvoir d'achat contraint, d'inquiétudes sur le chômage et d'incertitudes sur le financement des retraites, les Français cherchent de plus en plus à se constituer une épargne de précaution. Beaucoup tentent aussi de se désintoxiquer de la vie à crédit. « La récession a fait basculer les ménages dans une logique de restauration de bilan, les poussant à épargner plus et à s'endetter moins », analyse Cyril Blesson, directeur de la recherche à Seeds Finance. Même si la Bourse se redresse, c'est la recherche de sécurité qui restera l'élément déterminant dans les choix de placement. L'assurance-vie sera donc encore plébiscitée : elle devrait pomper, à elle seule, près de 80 % des nouveaux flux d'épargne.

## FAILLITES

### Une nouvelle hécatombe à prévoir

L'entreprise Dangel est une institution dans le Haut-Rhin. Ce constructeur d'automobiles spécialisé dans la transformation de véhicules de série en 4 x 4 est sous le coup d'une procédure de sauvegarde depuis l'automne. En quelques mois, son chiffre d'affaires a diminué de 50 %, son carnet de commandes s'est vidé, et il s'est



L'usine Continental de Clairoux, dans l'Oise. Des milliers d'entreprises ont fermé leurs portes en raison de la violence de la récession. La tendance n'est pas près de s'inverser.

retrouvé dans l'impossibilité de faire face à ses créanciers. Difficile de savoir si cette entreprise, qui emploie près d'une centaine de salariés et fait vivre une poignée de sous-traitants dans la région, pourra être sauvée. « Dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, le taux de survie atteint tout juste 20 % », reconnaît Philippe Froelich, président du Conseil national des administrateurs et mandataires judi-

**70 000**

C'est le nombre de faillites attendu en 2010

ciaires. La violence de la récession a mis au tapis des milliers de grosses PME, le cœur de l'industrie française. Près de 68 000 défaillances d'entreprises devraient être enregistrées cette année, d'après les estimations d'Euler Hermes Sfac. Un montant record. Et encore, une série d'amortisseurs a permis de limiter l'hémorragie. En particulier, les délais de paiement de charges fiscales et sociales ont explosé. De grands groupes financièrement plus solides se sont également portés au secours de leurs sous-traitants privés de crédits bancaires. Mais, aujourd'hui, les trésoreries de bon nombre de PME sont à sec. « Dans la plupart des secteurs industriels, les carnets de commandes restent très dégarnis », déplore Karine Berger, l'économiste d'Euler Hermes Sfac. « Or nous allons entrer dans une période critique, car les entreprises vont devoir régler leurs dettes

à l'Urssaf et aux services fiscaux », s'inquiète Philippe Froelich. Une nouvelle hécatombe est possible en 2010.

## CRÉDIT AUX ENTREPRISES

### De l'argent au compte-gouttes

Gérard Yahiaoui est un patron en colère. Ce mathématicien a profité des fonds d'Oseo pour mettre au point un banc de tests de systèmes d'essuyage de surfaces vitrées unique au monde. Il en a déjà vendu à PSA, Bosch, Toyota et Valeo. Mais, pour passer la vitesse supérieure, il a besoin de 3 millions d'euros. Jusqu'à présent, aucune des banques contactées n'a accepté de le suivre. « Pour obtenir un crédit bancaire,



Les nouveaux prêts aux entreprises ont reculé de plus de 20 % sur un an.

aujourd'hui, il faut être soit déjà gros, soit appartenir aux secteurs des technologies vertes », s'emporte Gérard Yahiaoui. Sur le papier, les chiffres sont accablants pour les banques. Alors qu'elles se vantent de vouloir accompagner la reprise pour redorer leur image, la production de nouveaux

**- 4%**

C'est la baisse de l'investissement des entreprises en 2010

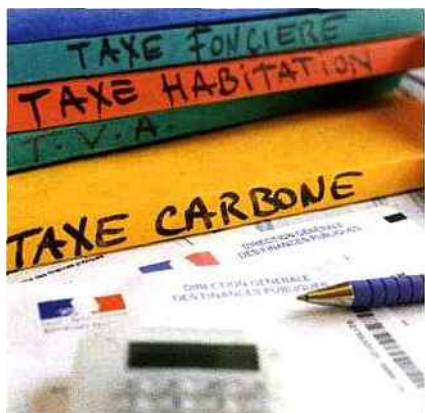
crédits aux entreprises est encore en baisse de plus de 20 % sur un an. Certes, les établissements de crédit ont nettement réduit leurs conditions d'emprunt : en moyenne, les taux de crédit aux entreprises sont passés de 5,6 % à

l'automne 2008 à 3,2 % aujourd'hui. « Mais elles ont profité de la crise pour faire le ménage dans leur clientèle. Elles proposent de l'argent frais aux entreprises qui vont bien – et n'en ont donc pas besoin – et tournent le dos aux autres », accuse Denis Jacquet, président d'Edufactory Group, pionnier des formations sur Internet et fondateur de l'association Parrainer la croissance. Les banquiers, eux, ouvrent leur parapluie et expliquent que la demande de crédit est extrêmement faible, d'autant plus que les grandes entreprises se tournent vers les marchés obligataires pour se financer. « Le taux d'endettement des entreprises françaises est presque au plus haut depuis 1978, et les patrons cherchent surtout à restaurer leurs ratios financiers », explique Alexandre Bourgeois, de Natixis. Alors que la capacité d'autofinancement des sociétés est très faible, c'est l'investissement qui devrait faire les frais de la rareté du crédit.

## IMPÔTS Des hausses inévitables

C'est une promesse que Nicolas Sarkozy répète à l'envi. « Je n'ai pas été élu pour augmenter les impôts », affirme-t-il dès qu'il en a l'occasion. Alors que les déficits publics devraient approcher 8,5 % de la richesse nationale en 2009 et que la dette grimperait, elle, à plus de 1 500 milliards d'euros, l'engagement présidentiel paraît de plus en plus difficile à tenir. A l'horizon 2015, l'endettement public pourrait dépasser les 110 % du produit intérieur brut, et le retour à l'équilibre des comptes budgétaires ne pourra se faire sans un véritable coup de

massue fiscal. Reste l'épineuse question du timing. Compte tenu de la faiblesse de la croissance, un grand soir fiscal est peu probable l'année prochaine. Cependant, certains Français pourraient tout de même payer un peu plus d'impôts en 2010 qu'en 2009. Les quelque 6 millions de foyers faiblement imposés qui ont bénéficié cette année de la



Instauration de la taxe carbone, refonte des taxes d'habitation et foncière, l'année 2010 s'annonce chargée en prélèvements.

suppression des deuxième et troisième tiers d'impôt sur le revenu devront sans doute régler la totalité de l'addition. 2010 sera aussi l'année de l'introduction de la taxe carbone. Selon les chiffres de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), la note pourrait varier entre 60 euros pour un ménage urbain et 150 euros pour un couple vivant à la campagne, possédant deux voitures et se chauffant au gaz. Certes, Jean-Louis Borloo, le ministre de l'Écologie, a promis que cette taxe sera intégralement compensée... mais pendant combien de temps ?

Enfin, un nouveau dérapage des prélèvements locaux est probable dans le cadre de la refonte des taxes d'habitation et foncière. Parions que le gouvernement fera tout pour éviter un véritable coup de massue avant l'élection présidentielle de 2012. Mais il faudra bien présenter la « douloureuse », assez vite car ni la croissance ni les économies dans la dépense publique ne suffiront à renflouer les caisses publiques. ●

**Béatrice Mathieu**

**150 milliards d'euros**

C'est le montant prévu du déficit public en 2010

## SECTEURS

### ● MÉTAUX FERREUX + 10 % \*

**Dynamique.** Le restockage devrait faire croître la production de près de 10 % en 2010 après un plongeon de 30 % cette année. Mais attention au freinage en 2011.

### ● PHARMACIE + 2 % \*

**En forme.** Malgré la réduction des dépenses de santé, l'activité progressera de plus de 2 % en 2010.

### ● AGROALIMENTAIRE + 1 % \*

**Solide.** Le secteur a été épargné par la crise. Mais la faiblesse de la consommation pèsera sur les prix.

### ● ÉQUIPEMENT MÉNAGER + 0 % \*

**Raffermi.** Après quelques années difficiles, l'engouement des ménages pour le « fait-à-la-maison » dope les ventes des petits appareils.

### ● AÉRONAUTIQUE + 0 % \*

**Ebranlée.** La force de l'euro fait des ravages dans le secteur. Au mieux, l'activité sera égale en 2010.

### ● AUTOMOBILE - 2 % \*

**Fragile.** La suppression progressive de la prime à la casse risque de faire rechuter le secteur en 2010. Les ventes de petits modèles continueront de dynamiser le marché.

### ● TEXTILE - 2 % \*

**Sinistré.** Seuls les textiles à très forte valeur ajoutée survivront. Mais la concurrence asiatique s'intensifiant, la production pourrait encore chuter de 2 %.

### ● ÉLECTRONIQUE - 2 % \*

**Menacée.** Nouvelle année de contraction de l'activité en 2010 pour la filière électronique. La concurrence des producteurs coréens s'intensifie.

### ● CONSTRUCTION MÉCANIQUE - 4,5 % \*

**Plombée.** La faiblesse de l'investissement des entreprises fera encore reculer l'activité en 2010. Le rapport qualité-prix des machines françaises se dégrade.

\* Variation prévue de l'activité en 2010. Source Afede.